

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 150

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

SECONDA PARTE DELLA CINQUANTUNESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 5-7 dicembre 2005)

Raccomandazione n. 768

Il mantenimento della pace in Africa subsahariana:
un approccio pratico ¹

Annunziata il 26 gennaio 2006

L'Assemblea,

(i) Rappelant les liens historiques qui unissent les pays africains et européens et l'engagement persistant de l'Europe à favoriser la paix, la sécurité et le développement sur le continent africain;

(ii) Considérant que la multiplication récente des tentatives faites par les réfu-

giés, en majorité d'origine sub-saharienne, pour atteindre les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla est symptomatique des graves carences dans les domaines politique, économique et des droits de l'homme que connaissent de nombreux pays subsahariens, ce qui constitue une menace pour la vie d'un nombre bien plus élevé de personnes que celles qui arrivent aux frontières de l'UE;

(iii) Rappelant à quel point il importe de réaliser les objectifs du millénaire pour le développement, mais notant la nécessité pour l'Afrique en tant que continent de progresser davantage dans ce sens;

¹ Exposé des motifs: voir rapport présenté au nom de la Commission politique par M. Charles Goerens, rapporteur (Luxembourg, Groupe libéral), Document 1913.

(iv) Notant également qu'en dépit du caractère ambitieux de ces objectifs, ceux-ci sont insuffisants car même si le nombre de personnes vivant dans la plus extrême pauvreté était réduit de 50% d'ici 2015, il resterait encore à un niveau inacceptable;

(v) Se félicitant de l'annonce faite par les Etats membres de l'Union européenne de porter le pourcentage de leur revenu national brut (RNB) consacré à l'aide au développement à 0,7% d'ici 2015, ce qui devrait permettre de dégager 46 milliards d'euros supplémentaires par an, dont la moitié ira à l'Afrique;

(vi) Saluant aussi la « La stratégie de l'UE pour l'Afrique; vers un pacte euro-africain pour accélérer le développement de l'Afrique » approuvée par la Commission européenne le 12 octobre 2005, qui contribuera à l'adoption d'une Stratégie de l'UE pour ce continent par le Conseil de l'UE en décembre, et estimant qu'une telle stratégie doit être approuvée également par les Africains, de préférence à la suite d'un vaste sommet associant l'UE et l'UA ou d'une réunion entre la Troika de l'UE et l'UA;

(vii) Soulignant que les principes de paix, de sécurité et de bonne gouvernance énoncés par la Commission dans son document sont essentiels si l'on veut que le continent africain parvienne à un développement durable et que les travaux sur les objectifs du millénaire pour le développement progressent nettement;

(viii) Saluant aussi les principes d'égalité, de partenariat et d'appropriation établis par le document de la Commission pour ses relations avec les pays africains, reflétant l'émergence de dirigeants politiques démocratiquement élus et de nouvelles personnalités politiques qui contribuent au règlement négocié des conflits et participent à des gouvernements de transition oeuvrant pour la solution pacifique des conflits, et se félicitant du récent renforcement des institutions politiques

panafricaines et de la volonté manifestée par les Africains de traiter eux-mêmes les problèmes de leur continent;

(ix) Se félicitant de la contribution apportée par le Haut représentant de l'UE à la *Stratégie de l'UE pour l'Afrique*, dans laquelle il souligne le lien entre la sécurité et le développement et fait valoir que « *les mesures prises dans les domaines du commerce, des aides et de l'allègement de la dette devront aller de pair avec le soutien à la paix et à la sécurité, ainsi qu'à la bonne gouvernance* »;

(x) Se félicitant également des premières conclusions tirées par les ministres des affaires étrangères de l'UE sur une *Stratégie de l'UE pour l'Afrique* lors de leur réunion des 21-22 novembre à Bruxelles, et soulignant que ces conclusions doivent être renforcées et affinées en donnant suite aux propositions concrètes formulées dans ce rapport;

(xi) Notant la tendance actuelle dans les relations internationales à encourager les pays africains à assumer davantage de responsabilités dans la gestion des conflits sur leur continent;

(xii) Estimant que les gouvernements européens ne doivent pas se servir de ce prétexte pour relâcher leur coopération avec les gouvernements africains en vue de résoudre les conflits en Afrique ni pour minimiser leurs responsabilités en ce qui concerne la protection des populations qui courent le risque d'être exterminées à la suite de famines, d'épidémies ou de conflits;

(xiii) Notant la diminution du nombre des conflits violents sur le continent africain depuis le pic de 1999 et saluant la conclusion des accords de paix historiques pour la République démocratique du Congo, la Sierra Leone et le Soudan (conflit Nord-Sud);

(xiv) Notant la cessation des hostilités au Burundi, au Liberia et en Sierra Leone,

mais toujours préoccupée par l'absence de solutions durables pour un certain nombre de conflits dans des pays africains, par leur impact régional négatif et par la poursuite de l'instabilité, notamment en République centrafricaine, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo (région orientale), Guinée, Somalie et au Soudan (Darfour et nord-est du pays), qui rend la présence de forces de maintien de la paix et/ou une médiation internationale nécessaires;

(xv) Se félicitant des efforts récents pour améliorer les mécanismes africains d'alerte rapide et estimant que le nombre élevé de victimes non recensées sur le continent africain dans le passé n'était pas dû à l'ignorance mais plutôt à l'absence de volonté d'agir et que les mécanismes d'alerte rapide devraient être raccordés correctement aux organes politiques de prise de décision;

(xvi) Notant que les dispositifs d'aide financière des pays développés sont plus axés sur le développement à long terme ou le financement à court terme d'urgences humanitaires, et que les travaux sur les nouveaux systèmes pour traiter les périodes pré-confliktuelles (phase de prévention) ou post-confliktuelles (phase post-conflit) devraient s'accélérer;

(xvii) Considérant que la Facilité de paix pour l'Afrique financée par l'UE peut être un modèle pour le financement futur par l'UE d'opérations de maintien et de consolidation de la paix conduites par l'Afrique;

(xviii) Notant que la Facilité de paix pour l'Afrique a pratiquement épuisé ses réserves, que ses fonds ont été dépensés ou affectés, ce qui signifie que l'UE pourrait être dans l'incapacité de financer d'autres propositions de l'UA d'opérations de médiation, d'observation ou de maintien de la paix à moins que des décisions soient prises de toute urgence sur la reconstitution de ses réserves et sur le financement

futur d'opérations de soutien de la paix conduites par l'Afrique;

(xix) Soulignant que la crédibilité d'une Stratégie de l'UE pour l'Afrique dépend de la mise à disposition par les membres de l'UE des crédits appropriés pour le continent africain et notant que l'Union africaine fournit quant à elle le capital politique et les ressources humaines, qui sont tout aussi nécessaires pour que règnent la paix et la sécurité en Afrique;

(xx) Saluant les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'action de l'UE relatif au soutien apporté dans le cadre de la PESD à la paix et à la sécurité en Afrique;

(xxi) Considérant que, dans un certain nombre de cas, les conflits en Afrique sont influencés par des intérêts économiques et militaires extérieurs;

(xxii) Considérant que le flux non régulé des armes légères et de petit calibre, qui sont massivement fabriquées et négociées par des pays africains ou extérieurs, contribue à l'instabilité de l'Afrique et qu'un soutien plus large en faveur d'une réglementation internationale est nécessaire;

(xxiii) Soulignant que de nombreux pays ne sortent de conflits que pour retomber peu après dans la violence et qu'il est donc nécessaire d'une part d'apporter une large palette de soutiens post-conflit englobant le désarmement et la démobilisation, qui seraient plus rentables que le paiement de primes financières aux combattants pour qu'ils rendent leurs armes, et d'autre part de trouver des solutions durables pour la réintégration des anciens belligérants dans la vie civile dans un environnement économique en voie d'amélioration;

(xxiv) Considérant qu'une stratégie européenne cohérente pour le continent africain doit prévoir un meilleur accès, pour les exportations africaines, à l'Union eu-

ropéenne et son soutien afin que le commerce régional intra-africain ne cesse de s'intensifier;

(xxv) Soulignant que le SIDA constitue une menace grave pour les forces armées africaines et porte sérieusement atteinte aux capacités militaires des pays africains;

Union africaine

(xxvi) Saluant la création de l'Union africaine et de ses organes décisionnels en tant que nouvelle forme institutionnelle de gouvernance pour le continent africain, l'évolution de la doctrine, passée de la non-ingérence à la non-indifférence, et l'inclusion dans les principes directeurs de l'UA de la responsabilité de protéger les citoyens africains des crimes de guerre, du génocide et des crimes contre l'humanité;

(xxvii) Convenant avec l'UE que l'UA est le cadre institutionnel au sein duquel elle doit établir un partenariat UE-Afrique renforcé, tout en soulignant que l'UA n'est pas le seul partenaire institutionnel de l'UE en Afrique;

(xxviii) Saluant la volonté des institutions propres à l'Afrique, notamment l'Union africaine et les Communautés économiques régionales/régions, d'assumer une plus grande part du fardeau en ce qui concerne la gestion des conflits sur le continent;

(xxix) Notant les contraintes subies par l'Union africaine, notamment en matière de soutien logistique et d'équipements de communications, et le fait qu'elle dépend lourdement d'un soutien financier et technique extérieur, comme l'ont montré les récentes lacunes de la Mission africaine au Darfour (AMIS), et soulignant qu'il convient d'y remédier de toute urgence;

(xxx) Saluant les progrès réalisés dans la mise sur pied de la Force africaine d'alerte et de ses cinq composantes régionales, et espérant que l'Union africaine saura faire preuve d'autorité pour la coor-

dination des progrès au niveau régional, et notant l'intention déclarée de l'UA d'inviter l'UE et d'autres pays donateurs à apporter leurs contributions aux ateliers sur la formulation de politiques qui vont se créer;

(xxxi) Prenant note des résultats de la troisième session du Parlement panafricain et convaincue que la coopération interparlementaire panafricaine peut favoriser le respect des droits de l'homme et la démocratie sur tout le continent africain, servir de référence en matière de bonne gouvernance, transparence et obligation de rendre compte entre les Etats membres, et contribuer à la paix et à la stabilité;

(xxxii) Notant que le Maroc, qui n'est pas membre de l'UA, doit continuer à être associé à la politique de l'UE vis-à-vis de l'Afrique;

Darfour

(xxxiii) Préoccupée par la lenteur des progrès dans les négociations de paix d'Abuja sur le Darfour, menées entre les groupes rebelles et le gouvernement central;

(xxxiv) Inquiète de la poursuite de violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire international, et des atrocités commises au Darfour contre la population civile, notamment les communautés africaines, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui vivent désormais dans des camps au Darfour gérés par la communauté internationale;

(xxxv) Regrettant la récente détérioration des conditions de la fourniture d'aide humanitaire aux camps abritant des personnes déplacées à l'intérieur et déplorant que le gouvernement soudanais continue de faire obstacle aux actions des organisations humanitaires;

(xxxvi) Notant que le mandat de la Mission africaine (AMIS) au Darfour, qui inclut l'observation militaire et des tâches

policières dont la protection des civils exposés à une menace immédiate, n'est pas exécuté actuellement de façon à prévenir les attaques contre la population du Darfour;

(xxxvii) Soutenant l'attitude de fermeté adoptée par l'Union européenne vis-à-vis du gouvernement soudanais, qui insiste sur le fait qu'il appartient à ce dernier de garantir la sûreté de tous ses concitoyens et de ceux qui travaillent pour eux, et estimant qu'il faut accroître les pressions internationales sur le gouvernement soudanais;

(xxxviii) Saluant la désignation de Pekka Haavisto (Finlande) en tant que Représentant spécial de l'UE pour le Soudan et se félicitant de ses efforts pour faire réussir les négociations de paix d'Abuja sur le Darfour;

(xxxix) Connaissant l'existence d'une liste établie par la Commission internationale d'enquête sur le Darfour contenant les noms de 51 personnes, dont des hauts fonctionnaires du gouvernement soudanais, accusées d'avoir violé les droits de l'homme et le droit humanitaire international et d'avoir perpétré des crimes de guerre et contre l'humanité au Soudan;

(xl) Saluant la décision du Procureur général de la Cour pénale internationale d'ouvrir une enquête sur la situation au Darfour, et espérant qu'il sera mis fin à l'impunité du Soudan et que la Cour pénale internationale prononcera bientôt des mises en accusation;

Côte d'Ivoire

(xli) Notant que l'UE n'a pas encore adopté de position commune sur la situation en Côte d'Ivoire;

(xlii) Considérant que l'intervention de la France (opération Licorne) et l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) ont permis d'éviter un bain de

sang comparable à ceux qui se sont produits dans d'autres Etats africains;

(xlili) Saluant la participation permanente des Nations unies, de l'Union africaine, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Afrique du Sud et de la France dans la résolution du conflit et leurs efforts pour trouver des solutions durables, et notant la nécessité pour tous les acteurs internationaux de faire preuve de fermeté et d'adopter une position unie;

(xliv) Constatant les difficultés d'application de toute une série d'accords — Linas-Marcoussis, Accra III et Pretoria — mais considérant qu'ils constituent néanmoins la base d'un règlement pacifique du conflit et d'une stabilité durable dans la région;

(xlv) Notant que les élections présidentielles prévues le 30 octobre 2005 ont dû être reportées;

(xlvi) Préoccupée par les nombreuses violations des droits de l'homme perpétrées par les forces de part et d'autre;

(xlvii) Notant la proposition du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, entérinée par le Conseil de sécurité des Nations unies, de maintenir le Président Laurent Gbagbo au poste de Chef de l'Etat pendant une période maximale de douze mois et de nommer un nouveau Premier ministre avec l'assentiment des signataires des Accords de Linas-Marcoussis;

République démocratique du Congo

(xlviii) Saluant l'impact positif de la mission de l'UE sur la réforme du secteur de la sécurité (SSR) en République démocratique du Congo (EUSEC-RD Congo) et de la Mission de police de l'Union européenne (EUPOL Kinshasa), et notant que le pays a besoin d'un soutien permanent dans ses préparatifs en vue des élections;

(xlix) Félicitant les Nations unies pour les résultats de leur mission (MONUC), qui constitue à ce jour leur plus importante opération de consolidation de la paix;

(l) Consciente des problèmes liés à l'instauration d'un climat de sécurité dans l'ensemble de la région des Grands Lacs;

(li) Considérant que l'opération militaire Artemis de l'UE dans la région d'Ituri a contribué à lancer le processus visant à trouver une solution durable au conflit dans la partie orientale de la République démocratique du Congo;

(lii) Notant les efforts déployés par l'Union africaine dans cette région;

Sierra Leone

(liii) Saluant les actions entreprises par le Royaume-Uni tant dans la gestion du conflit que dans l'organisation de la reconstruction post-conflit;

(liv) Félicitant l'ONU pour la conclusion fructueuse de sa mission (UNAMSIL) et pour sa décision de mettre en place un Bureau intégré des Nations unies en Sierra Leone qui continuera à proposer son concours afin que la population de la Sierra Leone puisse mener une existence plus normale;

(lv) Constatant que la situation sécuritaire des femmes et des enfants n'est pas encore totalement satisfaisante,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO EN TANT QUE MEMBRES DE L'UE A DEMANDER A L'UNION EUROPEENNE:

1. D'accélérer la constitution par l'UE de réserves suffisantes et solides par la création d'un Fonds euro-africain de paix et de sécurité pour pouvoir financer les opérations de maintien et de consolidation de la paix entreprises par l'Union africaine et les Communautés économiques régio-

nales/régions en tenant compte des principes et objectifs suivants:

(a) baser le Fonds euro-africain de paix et de sécurité sur l'exemple réussi de la Facilité de paix pour l'Afrique financée par l'UE;

(b) faire naître la solidarité d'une part entre les Etats membres de l'UE et ceux de l'UA, de l'autre entre l'UE et l'UA en tant qu'organisations;

(c) souligner le rôle prédominant de l'UA pour les opérations de soutien de la paix conduites par les Africains;

(d) fournir des ressources compatibles avec les efforts complémentaires de financement de l'Union africaine comme le fonds de paix et d'autres ressources financières d'origine non-UE;

(e) prévoir un financement pluriannuel et améliorer la prévisibilité du financement pour l'Union africaine;

(f) élargir la liste des postes susceptibles de bénéficier d'un financement;

(g) inclure un mécanisme spécifique UE/UA de vérification et notification conjointes des comptes;

(h) affecter des fonds aux projets de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR);

(i) distinguer les fonds destinés à soutenir les missions de maintien de la paix conduites par les Africains du financement de ceux destinés à d'autres opérations de la PESC/PESD;

(j) associer la Commission européenne à la gestion des fonds afin de renforcer la cohérence des politiques de l'UE vis-à-vis de l'Afrique;

(k) améliorer les droits à l'information pour le Parlement européen;

2. De persuader le Conseil de l'UE de multiplier, dans le contexte de la Stratégie de l'UE pour l'Afrique, ses offres d'assistance à l'Union africaine, en ce qui concerne notamment le renforcement des ca-

pacités continentales et régionales de maintien de la paix, mais aussi tout l'éventail des activités de l'UA, y compris ses capacités de gestion, de tenue et de vérification des comptes;

3. De proposer, dans le cadre de l'Union européenne, le financement d'un programme commun UE-UA afin de fournir des traitements contre le SIDA aux personnels militaires et civils participant aux opérations de soutien de la paix conduites par l'UA;

4. De proposer, dans le cadre des efforts de l'UE pour soutenir les initiatives africaines visant à améliorer les capacités de maintien de la paix, la réalisation d'une étude sur la mise sur pied de bases militaires régionales communes qui accueilleraient des militaires, ainsi que des équipements et des dispositifs de formation, d'origine européenne ou africaine;

5. D'encourager le retour des membres de la diaspora dans les pays où les conflits sont en cours de règlement pour qu'ils puissent participer au processus de reconstruction post-conflit;

6. De s'assurer qu'une attention spéciale soit accordée, dans le cadre des mesures de soutien post-conflit, aux besoins spécifiques des ex-enfants soldats, garçons et filles, dont la réinsertion dans la société civile pose des problèmes différents;

7. De continuer à oeuvrer en vue d'une stratégie efficace contre la prolifération des armes légères et de petit calibre dans les régions d'Afrique ravagées par des conflits, en particulier en marquant les armes et les munitions, et de prendre des mesures dans le cadre de la Conférence d'examen des Nations unies 2006 faisant suite à la conférence de 2001 sur le commerce illicite des armes portatives et de petit calibre sous tous ses aspects;

8. D'élargir et d'approfondir, au sein du Conseil de l'UE, la section sur la coopération dans le domaine de la sécurité dans la

Stratégie de l'UE pour l'Afrique avant son adoption prévue à la réunion que tiendra le Conseil européen en décembre à Bruxelles et d'y inclure les conditions suivantes:

(a) tenir des réunions régulières entre le Comité politique et de sécurité (COPS) de l'UE et le Conseil de paix et de sécurité de l'UA au niveau des ambassadeurs, compte tenu notamment du rôle joué par le COPS pour entériner les propositions faites par l'UA de financement par l'UE des opérations de soutien de la paix;

(b) tenir les Communautés économiques régionales/régions informées sur la mise en oeuvre de la stratégie de l'UE pour l'Afrique, y compris en ce qui concerne la création de nouveaux instruments pour promouvoir le développement de capacités de gestion de crise et financer les opérations de soutien de la paix;

9. De renforcer le Parlement panafricain pour l'aider à évoluer de façon à incarner la dimension parlementaire de l'Union africaine et du nouveau Partenariat pour le développement africain (NEPAD), y compris son Mécanisme d'examen par les pairs;

Darfour

10. D'appuyer les propositions de renforcer le mandat de la Mission africaine au Darfour (AMIS) afin qu'elle puisse désarmer les divers groupes armés présents au Darfour;

11. De proposer au gouvernement soudanais d'union nationale de soutenir ses forces de police, qui sont chargées de la sécurité de la population au Darfour, et de celle des personnes travaillant pour les organisations humanitaires dans la région et plus particulièrement dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur, ou à proximité de ces camps;

Côte d'Ivoire

12. D'encourager et de permettre l'application et le développement du pro-

gramme DDR (désarmement, démobilisation et réintégration) en Côte d'Ivoire pour les forces gouvernementales de sécurité et de défense et les nouvelles forces rebelles;

13. De soutenir les efforts en cours en vue de la mise en oeuvre des Accords de Linas-Marcoussis, d'Accra III et de Pretoria et d'affirmer avec force que seule une solution politique pourra apporter une paix et une stabilité durables au pays et à la région;

14. D'adopter une politique très stricte concernant la surveillance de l'embargo sur les armes à destination de la Côte d'Ivoire;

15. D'encourager les autorités de la Côte d'Ivoire à organiser dans les meilleurs délais des élections libres et transparentes;

République démocratique du Congo

16. De continuer à encourager les électeurs à s'inscrire sur les listes et à distribuer des cartes de vote afin de créer les conditions qui permettront à tous les citoyens du pays de voter lors du référendum prévu et des élections qui suivront;

17. D'encourager la tenue prochaine d'élections libres et transparentes, y com-

pris les élections provinciales prévues par le projet de Constitution, afin d'améliorer la gouvernance locale en République démocratique du Congo;

18. De soutenir les efforts des Nations unies dans la région, essentiellement par l'intermédiaire de la MONUC;

19. De soutenir l'Union africaine afin qu'elle puisse jouer un rôle plus important sur le plan du rétablissement de la confiance entre les pays de la région;

Sierra Leone

20. D'encourager la poursuite des réformes politiques et de maintenir leur engagement dans le pays après le départ des forces de paix de l'UNAMSIL et la mise en place du Bureau intégré des Nations unies pour la Sierra Leone (UNIOSL), instance non militaire;

21. De promouvoir et de soutenir les initiatives destinées à l'amélioration de la situation des femmes et des enfants;

22. De soutenir les travaux de la Cour spéciale pour les crimes de guerre en Sierra Leone et sa contribution à l'instauration de l'Etat de droit, et de la doter des moyens financiers nécessaires.

N. B. Traduzione non ufficialeRaccomandazione n. 768 ¹Il mantenimento della pace in Africa subsahariana:
un approccio pratico ²

L'Assemblea,

(i) Ricordando i legami storici tra paesi africani ed europei e il costante impegno dell'Europa a promuovere la pace, la sicurezza e lo sviluppo del continente africano;

(ii) Considerando che il crescente numero di rifugiati, soprattutto di origini subsahariane, che cerca di raggiungere le enclavi spagnole di Ceuta e Melilla segnala gravi e persistenti problemi economici, politici e di rispetto dei diritti umani in molti paesi dell'Africa subsahariana, e che ciò rappresenta una minaccia per un numero di persone ben più grande di quelle che riescono a raggiungere i confini dell'UE;

(iii) Sottolineando l'importanza di conseguire gli Obiettivi di sviluppo del millennio, ma notando che il continente africano deve compiere più progressi in questa direzione;

(iv) Notando inoltre che, per quanto ambiziosi, tali obiettivi sono comunque insufficienti, considerato che, anche ipotizzando il dimezzamento del numero

delle persone che vivono in estrema povertà entro il 2015, il numero dei poveri resterà comunque a livelli inaccettabilmente elevati;

(v) Accogliendo con favore l'impegno assunto dagli Stati membri dell'UE a raggiungere, entro il 2015, un livello di aiuti pubblici allo sviluppo dello 0,7% del reddito nazionale lordo (RNL), pari a ulteriori 46 miliardi di euro l'anno, il 50% dei quali destinato all'Africa;

(vi) Accogliendo inoltre con favore la Comunicazione del 12 ottobre 2005 della Commissione europea (*Strategia dell'UE per l'Africa: verso un patto euro-africano per accelerare lo sviluppo dell'Africa*), che farà parte di una *Strategia dell'UE per l'Africa* che verrà adottata dal Consiglio della UE a dicembre, e considerando che tale strategia dovrebbe essere adottata insieme ai paesi africani, meglio se a seguito di un vertice UE-UA o di una riunione della troika UE-UA;

(vii) Sottolineando che i principi di *pace, sicurezza e buon governo* indicati nella Comunicazione della Commissione sono di fondamentale importanza perché il continente africano possa progredire verso lo sviluppo sostenibile e si compiano reali progressi verso il conseguimento degli Obiettivi di sviluppo del millennio;

(viii) Accogliendo inoltre con favore i principi di *uguaglianza, partenariato e di appropriazione del processo di sviluppo*, in-

¹ Adottata dall'Assemblea il 6 dicembre 2005 nel corso della sua settima seduta.

² Memorandum esplicativo: vedere la relazione presentata a nome della Commissione politica da Charles Goorens, Relatore (Lussemburgo, Gruppo liberale), Documento 1913.

dividuati dalla Comunicazione quali principi regolatori delle relazioni fra l'Unione e l'Africa, poiché tali principi riflettono l'avvento di leader politici democraticamente eletti e il contributo di molte nuove figure politiche a una soluzione negoziale dei conflitti e alla formazione di governi di transizione che operino a favore di soluzioni pacifiche; lodando altresì il recente rafforzamento delle istituzioni politiche panafricane e la volontà degli africani ad affrontare in prima persona i problemi che affliggono il continente;

(ix) Accogliendo favorevolmente il contributo dell'Alto Rappresentante dell'UE alla *Strategia UE per l'Africa*, in cui egli sottolinea il legame tra sicurezza e sviluppo e afferma che « *le misure nel campo del commercio, degli aiuti e dell'alleggerimento del debito dovranno essere sostenute da pace, sicurezza e buon governo* »;

(x) Accogliendo inoltre favorevolmente le conclusioni iniziali formulate dai ministri degli esteri dell'UE su una *Strategia dell'UE per l'Africa* in occasione della loro riunione del 21-22 novembre 2005 a Bruxelles, e sottolineando che esse debbono essere rafforzate e migliorate dando effetto alle proposte pratiche avanzate nell'ambito di questa relazione;

(xi) Notando la tendenza nelle relazioni internazionali a incoraggiare i paesi africani a farsi carico di maggiori responsabilità nella gestione dei conflitti sul proprio continente;

(xii) Considerando tuttavia che tale tendenza non dovrà essere utilizzata dai governi europei quale scusa per ridurre la cooperazione con i governi africani nella soluzione dei conflitti o per sottrarsi alle proprie responsabilità nei confronti di popolazioni messe in pericolo da carestie, malattie e conflitti;

(xiii) Notando una riduzione dei conflitti violenti sul continente africano rispetto al picco toccato nel 1999 e accogliendo con favore gli storici accordi di pace conclusi

tra Repubblica democratica del Congo, Sierra Leone e Sudan (conflitto nord-sud);

(xiv) Notando la cessazione delle ostilità in Burundi, Liberia e Sierra Leone, ma comunque preoccupata per il mancato raggiungimento di soluzioni di pace durature in diversi paesi africani, per il loro impatto negativo sulla regione e per l'instabilità, ancora presente soprattutto in Repubblica Centrafricana, Costa d'Avorio, Repubblica democratica del Congo (regione orientale), Guinea, Somalia e Sudan (Darfur e regione nordorientale), fattori questi che impongono la presenza di forze di mantenimento della pace e/o l'intervento di un'intermediazione internazionale per la soluzione dei conflitti;

(xv) Accogliendo con favore gli sforzi recenti per migliorare i meccanismi di preallarme africani, ma considerando che le numerose vittime registrate in passato sul continente africano siano state riconducibili non tanto alla mancanza di informazione quanto alla mancanza di volontà di agire e che i meccanismi di preallarme devono essere adeguatamente collegati a organismi politici con poteri decisionali;

(xvi) Notando che i pacchetti di aiuti finanziari dei paesi sviluppati sono orientati prevalentemente allo sviluppo a lungo termine o alla risposta immediata a situazioni di emergenza umanitaria e che è necessario accelerare i lavori su un nuovo sistema che affronti i conflitti nelle fasi di gestazione (fase preventiva) o in quelle successive (fase post-conflitto);

(xvii) Considerando che il Fondo per la pace in Africa finanziato dalla UE offre un modello possibile per il finanziamento futuro di operazioni a guida africana di peace-keeping e peace-building;

(xviii) Notando che le risorse del Fondo sono praticamente esaurite, essendo state tutte già spese o stanziare, e che quindi c'è il rischio che l'UE non sia in grado di fornire risorse per ulteriori proposte della UA in materia di mediazione, missioni di osserva-

zione e operazioni di mantenimento della pace, se non vengono assunte con urgenza decisioni sulla dotazione del Fondo e sul finanziamento futuro di operazioni di sostegno alla pace a guida africana;

(xix) Sottolineando che la credibilità di una *Strategia dell'UE per l'Africa* dipende dal fatto che gli Stati membri della UE rendano disponibili risorse adeguate per il continente africano, e notando altresì che l'Unione africana sta fornendo, da parte sua, il capitale politico e le risorse umane necessarie alla creazione di pace e sicurezza in Africa;

(xx) Accogliendo con favore i progressi compiuti nell'attuazione del Piano d'azione dell'UE per il sostegno della PESD alla pace e alla sicurezza in Africa;

(xxi) Considerando che, in diversi casi, i conflitti africani sono influenzati da interessi militari ed economici esterni;

(xxii) Considerando che il flusso incontrollato di armi leggere e di piccolo calibro, prodotte e commerciate da paesi all'interno e all'esterno dell'Africa, contribuisce all'instabilità del continente e che è necessario un maggior sostegno a favore della sua regolamentazione a livello internazionale;

(xxiii) Sottolineando che molti paesi emergono da conflitti solo per cadere vittime della violenza poco dopo e che è necessario, da un lato, offrire un'ampia gamma di iniziative di sostegno post-conflitto (compreso il disarmo e la smobilitazione, più produttivi dell'offerta di incentivi finanziari per la consegna delle armi), e dall'altro trovare soluzioni sostenibili per il reintegro di ex combattenti nella vita civile in un contesto economico in miglioramento;

(xxiv) Considerando che, per essere coerente, la strategia europea per il continente africano deve comprendere migliori condizioni di accesso all'Unione europea per le esportazioni africane e sostegni a un continuo aumento degli scambi regionali fra paesi africani;

(xxv) Sottolineando che l'HIV/AIDS rappresenta una grave minaccia per le forze armate africane e riduce gravemente le capacità militari dei paesi del continente;

Unione africana

(xxvi) Accogliendo con favore la creazione dell'Unione africana e dei suoi organismi decisionali quali nuova forma istituzionale di governance del continente africano, l'evoluzione della dottrina dalla non interferenza alla non indifferenza e l'inclusione, fra i principi guida della UA, della responsabilità di proteggere i cittadini africani da crimini di guerra, genocidio e crimini contro l'umanità;

(xxvii) Concordando con la UE che l'UA è l'assetto istituzionale in seno al quale istituire un partenariato rafforzato UE-Africa, ma sottolineando nel contempo che l'UA non è l'unica istituzione africana partner della UE;

(xxviii) Accogliendo con favore la disponibilità delle istituzioni africane (e in particolare dell'Unione africana e delle regioni/comunità economiche regionali) a farsi maggiormente carico della responsabilità di far fronte ai conflitti sul continente;

(xxix) Notando i vincoli di capacità cui è soggetta l'Unione africana, in particolare con riferimento alle attrezzature di sostegno logistico e di comunicazione, e il fatto che l'Unione dipenda fortemente dal sostegno finanziario e tecnico esterno — come evidenziato dai recenti problemi della Missione africana a Darfur (AMIS) — e sottolineando che tali problematiche vanno affrontate con urgenza;

(xxx) Accogliendo con favore i progressi compiuti con la creazione della Forza di allerta africana (African Standby Force) e delle sue cinque componenti regionali, nella convinzione che l'Unione africana debba assumere la leadership del coordinamento dei progressi a livello regionale, e prendendo nota dell'intenzione dichiarata della UA di richiedere contributi dalla UE e altri

paesi donatori per i prossimi workshop per la formulazione di strategie di *policy*;

(*xxxi*) Prendendo nota dei risultati della terza sessione del Parlamento panafricano e convinta che la cooperazione interparlamentare panafricana abbia tutte le potenzialità per promuovere il rispetto dei diritti umani e la democrazia in tutto il continente africano, favorire l'adozione di pratiche di benchmarking per la buona governance, la trasparenza e la *accountability* fra stati membri, nonché contribuire alla pace e alla stabilità;

(*xxxii*) Notando che il Marocco, pur non essendo membro dell'UA, deve continuare ad essere compreso nella politica della UE verso l'Africa;

Darfur

(*xxxiii*) Preoccupata dalla lentezza con cui progrediscono i negoziati di Abuja sul Darfur fra i gruppi ribelli e il governo centrale;

(*xxxiv*) Preoccupata dal protrarsi di episodi di grave violazione dei diritti umani e del diritto umanitario internazionale, oltre che dalle atrocità perpetrate contro la popolazione civile (e in particolare contro le comunità africane) del Darfur, compresi gli sfollati interni che ora vivono nel Darfur in campi gestiti dalla comunità internazionale;

(*xxxv*) Dolendosi per il recente peggioramento delle condizioni di fornitura di aiuti umanitari ai campi che ospitano sfollati e deplorando il fatto che il governo sudanese continua ad ostacolare il lavoro delle organizzazioni umanitarie;

(*xxxvi*) Notando che il mandato della Missione africana a Darfur (AMIS) comprende compiti di osservazione militare e di polizia, fra cui la protezione dei civili sotto minaccia immediata, ma non viene attualmente applicato in modo da impedire attacchi contro la popolazione del Darfur;

(*xxxvii*) Sostenendo la ferma posizione assunta dall'Unione europea riguardo il governo sudanese, in cui si insiste fermamente sulla responsabilità di quest'ultimo di garantire la sicurezza di tutti i suoi cittadini e di quanti lavorano per loro conto, e auspicando un aumento della pressione internazionale sul governo del Sudan;

(*xxxviii*) Accogliendo con favore la nomina di Pekka Haavisto (Finlandia) quale Rappresentante speciale della UE per il Sudan e lodando i suoi sforzi per giungere a un esito favorevole dei negoziati di pace di Abuja per il Darfur;

(*xxxix*) Consapevole dell'esistenza di una lista stilata dalla Commissione internazionale di inchiesta sul Darfur, contenente il nome di 51 persone, fra cui alti funzionari del governo sudanese, accusate di violare i diritti umani e il diritto umanitario internazionale e di perpetrare crimini di guerra e contro l'umanità in Sudan;

(*xl*) Accogliendo con favore la decisione del procuratore capo della Corte penale internazionale (ICC) di avviare le indagini sulla situazione in Darfur, ed esprimendo l'auspicio di poter vedere presto messa la parola fine alla situazione di impunità in Sudan e che la Corte arrivi presto a emettere delle imputazioni;

Costa d'Avorio

(*xli*) Notando che la UE non ha ancora adottato una posizione comune sulla situazione in Costa d'Avorio;

(*xlii*) Considerando che l'intervento della Francia (Operazione Licorne) e l'operazione delle Nazioni Unite in Costa d'Avorio (UNOCI) hanno impedito un bagno di sangue nel paese, a differenza di quanto avvenuto in altri paesi africani;

(*xliii*) Accogliendo con favore la partecipazione permanente di Nazioni Unite, Unione africana, Comunità economica degli Stati dell'Africa occidentale (ECOWAS), Sud Africa e Francia agli sforzi per risol-

vere il conflitto e trovare una soluzione duratura, e notando la necessità che tutte le parti in causa assumano una posizione risoluta e comune;

(*xliv*) Considerando che, nonostante i problemi emersi nell'applicazione di diversi accordi — di Linas-Marcoussis, Accra III e Pretoria — questi rappresentano comunque la base per la risoluzione pacifica dei conflitti e per una stabilità duratura nella regione;

(*xlv*) Notando che le elezioni presidenziali previste per il 30 ottobre 2005 hanno dovuto essere rimandate;

(*xlvi*) Preoccupata dalle numerose violazioni dei diritti umani compiute dalle forze di entrambe le parti;

(*xlvii*) Prendendo nota della proposta del Consiglio per la pace e la sicurezza dell'UA, appoggiata dal Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite, che il Presidente Laurent Gbagbo possa mantenere l'incarico di Capo di Stato per un periodo non superiore ai dodici mesi e che un nuovo Primo ministro venga nominato con l'approvazione dei firmatari degli accordi di Linas-Marcoussis;

Repubblica democratica del Congo

(*xlviii*) Accogliendo con favore l'impatto positivo delle missioni UE di riforma del settore della sicurezza (SSR) nella Repubblica democratica del Congo (EUSEC-RDC) e di polizia (EUPOL) a Kinshasa e considerando che il paese necessita un sostegno regolare nella preparazione del processo elettorale;

(*xliv*) Elogiando le Nazioni Unite per il buon esito della missione di osservazione in Congo (MONUC), a oggi la più grande operazione ONU di sostegno alla pace;

(*l*) Consapevole dei problemi relativi alla creazione di un clima di sicurezza nella regione dei Grandi Laghi;

(*li*) Considerando che l'operazione militare Artemis dell'UE nella regione dell'Ituri ha permesso l'avvio di un processo per la soluzione duratura del conflitto nella parte est della Repubblica democratica del Congo;

(*li*) Notando gli sforzi dell'Unione africana in questa regione;

Sierra Leone

(*liii*) Accogliendo con favore il lavoro compiuto dal Regno Unito nella gestione del conflitto e nell'organizzazione della ricostruzione post-bellica;

(*liv*) Plaudendo alla proficua conclusione della missione di pace ONU in Sierra Leone (UNAMSIL) e alla decisione di istituire un ufficio integrato delle Nazioni Unite per la Sierra Leone, che continuerà a offrire sostegno al paese in modo da favorire la normalizzazione della vita quotidiana della popolazione;

(*lv*) Considerando che la situazione delle donne e dei bambini nel paese è ancora insoddisfacente,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE GLI STATI MEMBRI DELL'UEO, QUALI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA A:

1. Accelerare lo stanziamento, nel quadro dell'UE, di risorse finanziarie sostenibili e adeguate con la creazione del *Fondo euro-africano per la sicurezza e la pace*, al fine di finanziare le operazioni di costruzione e mantenimento della pace intraprese dall'Unione africana e dalle regioni/comunità economiche regionali, tenendo presenti i seguenti principi e obiettivi:

(*a*) rifarsi all'esempio positivo del Fondo per la pace in Africa finanziato dall'UE;

(*b*) creare solidarietà tra gli stati membri dell'EU e dell'UA, da un lato, e fra

l'EU e l'UA in quanto organizzazioni, dall'altro;

(c) promuovere il ruolo di leadership dell'UA nelle operazioni di sostegno della pace a guida africana;

(d) fornire risorse compatibili con gli sforzi finanziari integrativi dell'UA, quali il Peace Fund e altre iniziative non UE;

(e) prevedere finanziamenti pluriennali e migliorare la prevedibilità dei finanziamenti per l'Unione africana;

(f) ampliare la lista delle voci di costo idonee a ricevere finanziamenti;

(g) prevedere uno specifico meccanismo congiunto di verifica e reporting UE-UA;

(h) stanziare fondi per i progetti di disarmo, smobilitazione e reintegrazione (DDR);

(i) separare i fondi a sostegno delle operazioni di mantenimento della pace a guida africana dalle altre operazioni della PESC/PESD;

(j) coinvolgere la Commissione europea nella gestione dei fondi allo scopo di facilitare la coerenza delle politiche dell'EU nei confronti dell'Africa;

(k) rafforzare i diritti di informazione del Parlamento europeo;

2. Convincere il Consiglio dell'UE ad aumentare, nel quadro della *strategia dell'UE per l'Africa*, le proposte di assistenza all'Unione africana, in particolare per quanto riguarda il potenziamento delle capacità regionali e continentali di mantenimento della pace, ma anche relativamente all'intera gamma di attività dell'UA, incluse le capacità di gestione, contabilità e verifica;

3. Proporre, nel quadro dell'Unione europea, il finanziamento di un programma congiunto UE-UA per il trattamento contro l'HIV/AIDS del personale civile e militare che partecipa alle operazioni di sostegno della pace a guida africana;

4. Proporre - nel quadro degli sforzi dell'UE a sostegno delle iniziative africane per il miglioramento delle capacità di peace-keeping del continente - uno studio sulla creazione di basi militari regionali congiunte, che ospitino personale militare europeo e africano, equipaggiamenti e strutture di addestramento;

5. Incoraggiare il rientro dei cittadini della diaspora nei paesi in cui i conflitti stanno volgendo al termine, in modo da favorire la loro partecipazione al processo di ricostruzione post-bellico;

6. Assicurare che i programmi di reintegrazione nella società civile accordino particolare attenzione agli ex bambini soldato e alle loro difficoltà particolari;

7. Continuare i lavori per la definizione di una strategia efficace contro la proliferazione delle armi leggere e di piccolo calibro nelle regioni africane divise da conflitti, in particolare contrassegnando le armi e le munizioni, e assumere iniziative nel quadro della Conferenza di revisione delle Nazioni Unite del 2006, che riprenderà i lavori della Conferenza del 2001 sul commercio illegale delle armi leggere e di piccolo calibro in tutti i suoi aspetti;

8. Ampliare e approfondire, in seno al Consiglio UE, la sezione sulla cooperazione in materia di sicurezza della *Strategia dell'UE per l'Africa* prima della sua adozione prevista per il Consiglio europeo di dicembre a Bruxelles, includendo le seguenti condizioni:

(a) lo svolgimento di riunioni regolari, a livello di ambasciatori, tra il Comitato politico e di sicurezza dell'Unione europea e il Consiglio per la pace e la sicurezza dell'UA, soprattutto in vista del ruolo assunto dal CPS nel sostenere le proposte UA per il finanziamento delle operazioni di sostegno della pace;

(b) la trasmissione regolare di informazioni alle regioni/comunità regionali circa l'applicazione della *Strategia dell'UE per l'Africa*, compresa la creazione di nuovi

strumenti per promuovere lo sviluppo di capacità di gestione delle crisi e finanziare le operazioni di sostegno della pace;

9. Potenziare il parlamento panafricano affinché diventi la dimensione parlamentare dell'Unione africana e del Nuovo partenariato per lo sviluppo dell'Africa (NEPAD), con il suo meccanismo di controllo fra i pari (*peer review*);

Darfur

10. Sostenere le proposte di rafforzare il mandato della Missione africana a Darfur (AMIS) affinché sia in grado di disarmare i vari gruppi armati presenti nella regione;

11. Prestare sostegno alle forze di polizia del governo di unità nazionale sudanese, in quanto responsabili della sicurezza della popolazione e dei volontari umanitari operanti nel Darfur, soprattutto all'interno o nelle prossimità dei campi per rifugiati e sfollati.

Costa d'Avorio

12. Incoraggiare e promuovere l'applicazione e lo sviluppo del programma DDR (disarmo, smobilitazione e reintegrazione) in Costa d'Avorio, diretto tanto alle forze di sicurezza e difesa del governo che ai ribelli delle *Forces Nouvelles*;

13. Sostenere gli sforzi per l'attuazione degli accordi di Linas-Marcoussis, Accra III e Pretoria insistendo sulla necessità di una soluzione politica quale unico mezzo per assicurare pace e stabilità durature al paese e alla regione;

14. Adottare una politica molto rigorosa nel controllo all'embargo di armi in Costa d'Avorio;

15. Incoraggiare le autorità della Costa d'Avorio a organizzare elezioni libere e trasparenti non appena possibile;

Repubblica democratica del Congo

16. Continuare a promuovere la registrazione degli elettori e la distribuzione delle tessere elettorali per assicurare condizioni atte a consentire a tutti i cittadini di partecipare al referendum previsto e alle successive elezioni;

17. Promuovere lo svolgimento di elezioni libere e trasparenti nel prossimo futuro, comprese le elezioni provinciali previste dalla bozza della costituzione, con l'obiettivo di migliorare le strutture di governance della Repubblica democratica del Congo anche a livello locale;

18. Sostenere gli sforzi delle Nazioni Unite nella regione, soprattutto attraverso la mediazione del MONUC;

19. Sostenere l'Unione africana affinché possa accrescere il proprio ruolo nella ricostruzione della fiducia tra i paesi della regione;

Sierra Leone

20. Incoraggiare il proseguimento delle riforme politiche e mantenere l'impegno nel paese anche dopo la partenza delle forze di peace-keeping della missione UNAMSIL con la creazione dell'Ufficio integrato delle Nazioni Unite in Sierra Leone (UNIOSL);

21. Promuovere e sostenere iniziative concepite per migliorare la situazione delle donne e dei bambini;

22. Sostenere il lavoro della Corte Speciale per i crimini di guerra in Sierra Leone e il suo contributo all'istituzione dello stato di diritto, e fornirle le risorse finanziarie di cui ha bisogno.

